



Cellule d'Analyse de Politiques  
Economiques du CIRES



## RAPPORT D'ACTIVITES 2010

janvier 2011

---

Financée par la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique / African Capacity Building Foundation (ACBF)  
et par l'Etat de Côte d'Ivoire - CC N° 0227945C

08 BP 1295 Abidjan 08 - Tél. : (225) 22 44 41 24 - Fax : (225) 22 48 51 68

E-mail : [capec@afnet.net](mailto:capec@afnet.net) - [www.capec-ci.org](http://www.capec-ci.org) / Sise au CIRES, Bd. Latrille, près du Lycée Classique d'Abidjan

## **INTRODUCTION**

Le Programme d'activités de l'année 2010, élaboré en décembre 2009 par la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES (CAPEC), a été adopté par le Comité de Pilotage lors de sa réunion ordinaire du 24 novembre 2009. Un avis de non objection a été sollicité ensuite auprès de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF), en fin décembre 2009, pour sa mise en œuvre.

La fondation a recommandé à la CAPEC de compléter le programme d'activité initial en y incluant le plan des acquisitions pour l'année 2010. Elle a demandé également, lors de la mission de supervision conduite par Monsieur SINZOGAN, du 17 au 19 mars 2010, de réexaminer les thèmes des études en tenant compte du contexte de sortie de crise. Les deux recommandations de l'ACBF ont été prises en compte et le programme d'activités 2010 modifié a été soumis au Comité de Pilotage qui l'a validé lors de sa réunion ordinaire du 30 mars 2010. La dernière version du programme d'activité a été envoyée à l'ACBF pour avis de non objection en fin avril 2010.

Les activités prévues dans le programme 2010 ont été retenues en tenant compte des missions de la CAPEC mais aussi de l'environnement social, politique et économique du pays et des priorités des autorités politiques de la Côte d'Ivoire.

Ainsi, les activités de renforcement des capacités et les thèmes des études et recherches sont élaborés en tenant compte des préoccupations du gouvernement extériorisées dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté et du contexte de sortie de crise. Elles ont été aussi programmées en prenant en compte les besoins et les souhaits exprimés par les administrations publiques représentées par les points focaux à la rencontre de concertation du 28 février 2009.

Ce rapport fait le point des activités qui ont été réalisées de janvier à décembre 2009. Il comprend cinq sections. La première section fait le point des réalisations des activités traditionnelles de la CAPEC, la deuxième présente le point des activités de communication et de la visibilité du projet, la troisième section présente les autres activités réalisées en 2009, la quatrième et cinquième section sont consacrées respectivement à l'exécution budgétaire et à l'analyse des performances de la CAPEC en 2009.

Ce rapport fait le point de réalisation des activités qui ont été programmées pour l'année 2010. Il comprend cinq sections. La première section est consacrée au bilan des activités traditionnelles de la CAPEC. La deuxième fait le point des activités réalisées en 2010 pour promouvoir la visibilité du projet. Les sections trois et quatre font successivement le point des autres activités accomplies par la CAPEC et de l'exécution budgétaire de la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2010. Enfin, les performances de la CAPEC de l'année 2010 sont analysées à la cinquième section.

### **I- BILAN DES ACTIVITES TRADITIONNELLES DE LA CELLULE D'ANALYSE DE POLITIQUES ECONOMIQUES DU CIRES (CAPEC)**

Les activités traditionnelles de la CAPEC s'articulent autour de sept rubriques qui sont : (1) les études et recherches, (2) les publications, (3) le renforcement des capacités, (4) les activités d'appui à l'Administration, (5) la dissémination des résultats des études et recherches (6) les consultances et (7) les études et recherches à titre onéreux. Cette section présente l'état d'exécution de chacune de ces rubriques.

## 1.1-Etudes et recherches

Au titre des études et recherches du programme interne de la CAPEC, les chercheurs seniors réalisent, chaque année, trois études et les chercheurs juniors deux. Ces études sont publiées dans *Politique Economique et Développement (PED)*. Le PED s'accompagne d'un *Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED)* et de deux *Lettre de Politique Economique (LPE)*. Pour l'année 2010, quatorze (14) thèmes d'études ont été inscrits au programme d'activités. Les thèmes des études retenus, après modification du programme d'activité initial, sont reportés dans le tableau 1 ci-après :

**Tableau 1 : Thèmes des études retenues pour l'année 2010**

N0 ordre	Thèmes
1	Les effets macroéconomiques de la politique fiscale en Côte d'Ivoire
2	Détermination d'une structure optimale des recettes fiscales en Côte d'Ivoire
3	Gaz et électricité : contribution à la croissance et défis pour la Côte d'Ivoire
4	Comment les prix du pétrole affectent-ils le coût de la vie en Côte d'Ivoire?
5	Le développement du secteur privé en période pos crise : quelles réformes institutionnelles et incitations fiscales
6	Syndicalisme et structure salariale en Côte d'Ivoire
7	Endettement extérieur et croissance des économies des pays de l'UEMOA
8	Capital public et productivité des facteurs dans le secteur privé : le cas des pays de l'UEMOA.
9	Politique fiscale et investissement privé : le cas de la Côte d'Ivoire
10	Qualité des investissements public et privé ivoirien en situation post crise
11	Guerre civile et accès des ménages aux besoins de base en Côte d'Ivoire
12	La réinsertion des ex-combattants et jeunes à risque en Côte d'Ivoire : état des lieux et recommandations
13	Sources de l'innovation technologique en Afrique
14	Sortie de crise et perspectives de l'investissement privé en Côte d'Ivoire

Neuf études ont été réalisées sur les quatorze qui ont été prévues, soit un taux d'exécution de 64%. Les PED, les BUPED et LPE qui y sont associés sont en cours de validation pour la publication.

## 1.2-Publications

Trois supports de publication permettent de valoriser les études réalisées par les chercheurs et les consultants de la CAPEC :

- le Document de travail est publié sous l'appellation "Politique Economique et Développement" (PED). Il rend compte des résultats des études et recherches dans leur intégralité ;

- le Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED) qui résume en une quinzaine de pages au plus et sans les détails techniques l'étude ;
- la Lettre de Politique Economique (LPE) qui rend compte de l'essentiel des résultats des recherches et des recommandations de politique économique qui en découlent. Elle est aussi utilisée comme support pour les chroniques économiques.

De janvier à décembre 2010, neuf (9) Politique Economique et Développement (PED), neuf (9) Bulletin de Politique Economique et Développement (BUPED) et 18 Lettres de Politique Economique (LPE) ont été publiées. Les listes des documents publiés dans les trois supports, en 2009, sont contenues dans les tableaux 2, 3 et 4.

**Tableau 2** : Liste des Politique Economique et Développement (PED) publiées en 2010

No	Références Titre des publications
1	La contribution des IDE à la croissance « pro-pauvre » en Côte d'Ivoire : une analyse en équilibre général micro simulé
2	Determinants of political participation in Côte d'Ivoire: the case of voting
3	Quelle politique de réduction du déficit budgétaire en Côte d'Ivoire ? réponse à partir d'une analyse de cointégration et de causalité
4	Détermination d'un taux de pression fiscale optimale en côte d'Ivoire, 1960, 2007
5	La Dépendance démographique est-elle un obstacle à l'épargne et à la croissance en Côte d'Ivoire
6	Peut-on prolonger l'âge de la retraite en Côte d'Ivoire
7	Analysis of determinants of female employability in Côte d'Ivoire
8	Etude diagnostique de la filière riz en Côte d'Ivoire
9	Participation du privé et fourniture de l'eau et de l'électricité en Côte d'Ivoire : bilan et perspectives

**Tableau 3** : Liste des Bulletin de Politique Economique et Développement BUPED) publiées en 2010

No	Titre des publications
1	Analyse de la contribution des IDE à la croissance « pro-pauvre » en Côte d'Ivoire
2	Determinants of voting in Côte d'Ivoire: the case of presidential elections
3	Quelle politique de réduction du déficit budgétaire en Côte d'Ivoire ? réponse à partir d'une analyse de cointégration et de causalité
4	Détermination d'un taux de pression fiscale optimale en côte d'Ivoire, 1960, 2007
5	La Dépendance démographique est-elle un obstacle à l'épargne et à la croissance en Côte d'Ivoire
6	Peut-on prolonger l'âge de la retraite en Côte d'Ivoire
7	Analysis of determinants of female employability in Côte d'Ivoire
8	Etude diagnostique de la filière riz en Côte d'Ivoire
9	Participation du privé et fourniture de l'eau et de l'électricité en Côte d'Ivoire : bilan et perspectives

**Tableau 4** : Liste des Lettre de Politique Economique (LPE) publiées en 2010

No	Titre des publications
1	Analyse de la contribution des IDE à la croissance « pro-pauvre » en Côte d'Ivoire : une approche à partir des indices numériques et de profondeur de la pauvreté
2	Analyse de la contribution des IDE à la croissance « pro-pauvre » en Côte d'Ivoire : une approche à partir de l'indice de sévérité de la pauvreté
3	Determinants of voting in Côte d'Ivoire: the case of presidential elections
4	Determinants of the candidate choice in Côte d'Ivoire: the case of presidential elections
5	Faut-il réduire le déficit budgétaire en Côte d'Ivoire ? Analyse des résultats d'une étude prospective
6	Quelle politique de réduction du déficit budgétaire en Côte d'Ivoire ?
7	Quel est le taux de pression fiscal optimal pour la Côte d'Ivoire ?
8	Une évaluation quantitative des pertes liées aux taux de pression fiscale actuels en Côte d'Ivoire
9	Dynamique de la dépendance démographique et l'épargne en Côte d'Ivoire
10	Effets de la dépendance démographique sur l'épargne et la croissance
11	La sécurité sociale en Côte d'Ivoire
12	Peut-on prolonger l'âge de la retraite en Côte d'Ivoire ?
13	Effects of schooling and training on female's employability in Côte d'Ivoire
14	Use of ICT and female's employability in Côte d'Ivoire

15	L'Etat et l'autosuffisance en riz en Côte d'Ivoire
16	Contribution des superficies et du rendement à la variation de la production du riz en Côte d'Ivoire
17	Participation du privé et fourniture de l'électricité en Côte d'Ivoire : bilan et perspectives
18	Participation du privé et fourniture de l'eau en Côte d'Ivoire : bilan et perspectives

Toutes les études réalisées et qui ont fait l'objet de publication sont mises en ligne sur le site de la CAPEC (<http://www.capec-ci.org>). Elles peuvent être consultées par les personnes intéressées.

En plus des publications traditionnelles, la CAPEC publiera bientôt un ouvrage sur l'économie ivoirienne.

### 1-3 Renforcement des capacités

L'activité de renforcement des capacités de la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du Cires comporte deux volets : (i) le renforcement des capacités des cadres de l'administration publique, du secteur privé et des Institutions de la République, et (ii) le renforcement des capacités des chercheurs et du personnel d'appui du projet. Les chercheurs prennent une part active soit en tant que personnes ressources, soit en tant que participants aux ateliers de formation organisés par la CAPEC au profit des cadres de l'administration publique, du secteur privé et des Institutions de la République.

Huit (8) ateliers de formation ont été programmés au titre de l'année 2010 au profit des cadres de l'administration. Six de ces ateliers ont été organisés. Les deux derniers ateliers n'ont pu avoir lieu à cause de la campagne électorale qui mobilisé la plupart des cadres et de la crise post électorale qui ne permet pas d'organiser de activités rassemblant un grand public. Les deux ateliers seront organisés en début de l'année 2011. Les six (6) ateliers effectivement organisés ont porté sur les thèmes suivants :

- Systèmes d'incitations et performances dans les entreprises ;
- Analyse statistique et prévision ;
- Méthodes d'évaluation des programmes de développement ;
- Systèmes de gestion par les résultats ;
- Règles de passation des marchés publics ;
- Les Accords de partenariat Economique (APE).

L'atelier de renforcement des capacités sur le thème « systèmes d'incitations et performances dans les entreprises » a été organisé à l'intention des dirigeants des sociétés d'Etat, des entreprises privées, des syndicats et des responsables des Ministères.

L'objectif global de l'atelier a été de renforcer les capacités des participants en analyse de l'impact des incitations sur la productivité des employés, gage de la performance et de la compétitivité. De façon spécifique, les objectifs de l'atelier étaient de :

- examiner l'état actuel du processus de prise de décision en ce qui concerne les méthodes d'incitations ;

- cerner l'importance des systèmes d'incitations dans la stratégie globale de Gestion des Ressources Humaines (GRH) et dans la performance de l'organisation ; et
- comprendre les déterminants des systèmes d'incitations pour les différentes catégories professionnelles, notamment les dirigeants, les cadres et les ouvriers.

L'atelier sur le thème « Analyse et traitement des données statistiques » a été organisé pour les cadres du Ministère de l'Economie et des Finances, principalement pour ceux de la Direction générale qui ont exprimé le besoin en renforcement des capacités dans le domaine de traitement et d'analyse des données statistiques. Aux cadres de ce Ministère sont associés ceux des Directions de la planification des Ministères de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, et ceux de l'Industrie et de la Promotion du Secteur Privé. Les cadres du secteur privé et de la Société Civile ont également pris part à l'atelier de renforcement des capacités sur « l'Analyse et traitement des données statistiques »

Le renforcement des capacités en « Méthodes de suivi et évaluation des programmes de développement » a eu pour objectif général de renforcer les capacités des responsables de la Programmation et du Suivi et Evaluation des administrations publiques et privées en matière des méthodes d'évaluation des programmes de développement. La formation sur ce thème vise à contribuer à la compréhension, à la maîtrise et à l'utilisation des outils de suivi et d'évaluation pour une plus grande efficacité des projets visant le bien-être des populations.

L'objectif de l'atelier sur le « système de gestion par les résultats » a été de favoriser le développement des connaissances des dirigeants ou gestionnaires des organisations publiques et ou privées, sur les systèmes de gestion par les Résultats. De façon spécifique, les objectifs sont:

- présenter le concept de la Gestion par les Résultats aux participants ;
- favoriser les échanges sur le processus de Gestion Axée sur les Résultats entre les participants et les formateurs ;
- discuter des exemples d'utilisation de cette méthode de gestion dans les entreprises ;
- contribuer a une appropriation de cet outil pertinent de gestion par les participants pour une meilleure efficacité de leurs organisations ;
- offrir aux participants un document de base pouvant servir à l'analyse et à l'utilisation de ce mode de gestion dans leurs organisations.

Un atelier de renforcement des capacités a été organisé à l'attention des Directeurs des Affaires Administratives et Financières sur les « Règles de passation des marchés publics » l'objectif de la formation est de leur expliquer les nouvelles règles de passation des marchés publics, après la réforme.

De janvier à décembre 2010, la CAPEC a contribué au renforcement des capacités de 182 cadres de l'Administration publique, du secteur public et de la Société Civile. Cet effectif représente environ 71% du nombre des cadres que le projet a prévu de former en 2010. La CAPEC s'attèlera a combler le gap de 74 participants en organisant les deux derniers ateliers de formation en début de l'année 2011. La répartition des participants aux six ateliers organisés en 2010, par genre et par thème de formation, est résumée dans le tableau ci-après.

Thèmes	Date	Nombre de participants		
		Hommes	Femmes	Total
Systèmes d'incitation et performance dans les entreprises	21-22 juin	17	4	21
Analyse et traitement des données statistiques	23-24 juin	23	3	26
Méthodes d'évaluation des programmes de développement	28-29 juin	25	5	30
Systèmes de gestion par les résultats	30 juin - 01 juillet	21	10	31
Les Accords de Partenariat Economiques (APE)	18-19 octobre	34	5	39
Règles de Passation des marchés Publics	20-21 octobre	27	8	35
<b>Total</b>		<b>147</b>	<b>35</b>	<b>182</b>

Les chercheurs de la CAPEC et le personnel d'appui, en 2011, n'ont pas bénéficié de formation. .

#### 1.4-Appui à l'Administration

Concernant l'activité d'appui à l'administration, la CAPEC a contribué à la finalisation du rapport sur l'évaluation des besoins en renforcement des capacités pour l'élaboration du Programme pays pour le renforcement des capacités. Elle a participé pour un coût de 5 371 955 FCFA (cinq millions trois cent soixante onze milles neuf cent cinquante cinq francs CFA) à l'organisation de l'atelier de validation du rapport organisé du 29 au 31 mars 2010.

La CAPEC a aussi contribué à l'organisation de l'atelier national de dissémination du rapport sur les besoins en renforcement des capacités, organisé le 16 juin 2010, à hauteur de 8 250 075 FCFA (huit millions deux cent cinquante milles soixante quinze francs CFA). Cet atelier a eu lieu en présence du Secrétaire Exécutif de l'ACBF, du Directeur des Opérations pour l'Afrique de l'Ouest et Central et de l'Administrateur de la CAPEC à l'ACBF.

La CAPEC a collaboré à la rédaction du rapport sur le « Programme pays de renforcement des capacités pour l'amélioration de la gouvernance économique en Côte d'Ivoire ». Elle a mis à la disposition du Comité Technique trois de ses chercheurs pour aider le consultant extérieur à l'élaboration du rapport. Elle a contribué, par ailleurs, à hauteur de 2 500 000 FCFA (deux millions cinq cent mille francs CFA) aux honoraires du consultant et 2 286 500 FCFA (deux millions deux cent quatre vingt six mille cinq cent francs CFA) à l'organisation de l'atelier de restitution du rapport provisoire..

Le projet a participé, à la demande du Ministère d'Etat, Ministère du Plan et du Développement, à la préparation des Assemblées Annuelles du Groupe de la BAD qui s'est tenu à Abidjan du 27 au 29 mai 2010. Les chercheurs de la CAPEC ont contribué, comme membres de la commission scientifique, à la préparation des ateliers de haut niveau, notamment sur le thème « Mesure du développement : limites et suggestions d'amélioration des mesures courantes ».

La CAPEC continue de travailler avec le Bureau National de la Prospective (BNP) sur l'étude nationale prospective Côte d'Ivoire 2040. Le directeur Adjoint a participé à différents ateliers organisés par le Bureau pour préparer l'étude. Ainsi, il a pris part :

- du 09 au 13 août 2010 à l'atelier sur l'analyse structurelle ;

- du 29 août au 09 septembre à l'atelier de remplissage de la matrice d'influence directe du logiciel MICMAC ;
- 20 au 25 septembre à l'atelier d'interprétation du plan d'influence/dépendance ;
- 04 au 09 octobre à l'atelier de formation à la construction des scénarios.

La Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES collabore avec d'autres structures à la planification opérationnelle du Programme de Relance du Secteur Avicole pour le compte du Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques.

Dans le courant du premier semestre de l'année 2010, la CAPEC a enregistré une demande émanant du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle qui la sollicite pour organiser des ateliers de formation de son personnel sur un certain nombre de thèmes, entre autres, la programmation financière, les règles de passation des marchés publics, l'analyse prospective. Le projet étudie dans quelle mesure il peut insérer ces formations dans son programme d'activités 2011 pour répondre favorablement à cette demande.

Dans le cadre de la convention CAPEC / Ministère de l'Economie et des Finances, la Cellule a soumis au choix du Ministère un certain nombre de thèmes d'étude et de formation. Elle attend que les responsables de cette institution lui fassent connaître leur choix pour leur réaliser les études et organiser les ateliers de renforcement des capacités à l'intention de leurs cadres.

### **1.5-Dissémination des résultats des études et de la recherche**

La CAPEC a prévu d'organiser, en 2010, deux séminaires de dissémination pour restituer les résultats des études et des travaux de recherche réalisés en 2008 et 2009. Ces séminaires qui devraient avoir lieu en fin d'année n'ont pu être réalisés à cause de la campagne électorale et de la crise post électorale. Des dispositions sont prises pour les organiser au premier trimestre 2011.

### **1.6-Etudes à titre onéreux**

La CAPEC a finalisé l'étude sur le Programme Communautaire de Développement (PCD) pour le compte de la CEDEAO. Le rapport de l'étude a été validé par le Groupe de Travail lors d'un pré-atelier organisé les 23 et 24 juin 2010. Un atelier national a eu lieu du 30 juin au 1<sup>er</sup> juillet 2010, en présence des représentants de la CEDEAO. Le rapport de l'étude a été restitué lors de cet atelier. La version définitive du rapport a été transmise par la voie officielle au commanditaire en septembre 2010.

Le projet a réalisé le rapport provisoire de l'étude sur la « Stratégie Accélérée pour la Survie et le Développement de l'Enfant » pour le compte de l'UNICEF. La CAPEC attend les commentaires et observations de l'UNICEF afin de finaliser l'étude.

La Cellule a également réalisé, en 2010, une étude sur « l'harmonisation du cadre statistique des finances publiques » pour le compte de la CEDEAO.

Dans le cadre des manifestations du cinquantenaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire, la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES est sollicitée, par la Commission Nationale de Préparation du Cinquantenaire de la Côte d'Ivoire, pour réaliser quatre études sur les thèmes suivants :

- L'industrialisation en Côte d'Ivoire : bilan et perspectives ;
- L'accès à l'eau en Côte d'Ivoire : politiques publiques, état des lieux et les perspectives ;

- Les problèmes énergétiques en Côte d'Ivoire : bilan et perspectives ;
- L'agriculture ivoirienne : bilan et perspectives.

Ces études sont en cours ainsi que celle qui est commanditée par la Banque Africaine de Développement (BAD) sur les « Perspectives économiques en Afrique : note pays sur la Côte d'Ivoire ».

La CAPEC a soumissionné, en 2010, à cinq appels à manifestation d'intérêt. Ils concernent :

- L'évaluation de l'impact social du tarif de l'électricité en Côte d'Ivoire publié par le Projet d'Urgence de Réhabilitation du Secteur de l'Electricité (PURE) ;
- La recherche formative sur l'alimentation de compléments enrichis publié par Helen Keller International ;
- L'étude pour la mise en place d'un programme de développement des zones transfrontalières dans l'espace UEMOA ;
- L'étude pour la mise en œuvre du programme indicatif régional de développement urbain dans les états membres de l'UEMOA ;
- L'identification des besoins en perfectionnement des agents publics et élaboration des plans de formation.

Le projet est dans l'attente des délibérations de ces appels d'offres.

### **1.7-Consultance**

La CAPEC a prévu, dans son programme d'activités 2010, de confier un certain nombre d'études à des consultants extérieurs pour les réaliser, en cas de besoin. En 2010, aucune étude n'a été commanditée par la CAPEC à consultant car le besoin ne s'est pas fait sentir. .

## **II- ACTIVITES DE COMMUNICATION ET DE VISIBILITE DE LA CAPEC**

Au cours du premier semestre 2010, des actions ont été menées pour accroître la visibilité de la Cellule. Ainsi, il a été confectionné des kits de communication (stylos, porte-clés, agendas, etc.) qui ont été distribués, aux fins de maintenir les contacts avec les partenaires (Autorités politiques et administratives, opérateurs économiques, etc.). Des cartes de vœux ont été également adressées aux partenaires de la CAPEC.

La Cellule d'Analyse de Politiques Economiques a organisé le lundi 30 août 2010 une rencontre avec les points focaux des différents ministères et des structures du secteur privé et de la société civile.

La Chargée de Communication et de la Visibilité s'est occupée de la mise à jour du site Web de la CAPEC. Elle a également édité un Press Book de l'actualité économique nationale.

La Chargée de communication et de la visibilité de la CAPEC a participé à la préparation et à l'organisation des ateliers de renforcement des capacités ainsi qu'aux différentes manifestations de la Cellule.

### **III- AUTRES ACTIVITES**

Outre les activités traditionnelles du programme de travail de la CAPEC, d'autres ont été exécutées tout au long de l'année 2010.

Les chercheurs ont participé aux réunions organisées par l'ACBF à Nairobi et au Burkina Faso.

La Cellule a rédigé, à la demande de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique, deux rapports, portant l'un sur les indicateurs de capacité en Afrique et l'autre sur les indicateurs de performance.

#### **3.1- Gouvernance et administration**

Au titre de la gouvernance et de l'administration, la Cellule d'Analyse de Politiques Economiques a réalisé en 2010 les activités suivantes :

- i) Préparation et organisation de deux réunions ordinaires du Comité de pilotage le 30 mars et le 21 octobre 2010.

La réunion du Comité de Pilotage du 30 mars 2010 a été consacrée à trois points essentiels, notamment l'examen et l'adoption du rapport d'activités 2009, l'examen et l'adoption du programme d'activités 2010 révisé et l'évaluation du personnel.

A la rencontre du 21 octobre 2010, les membres du Comité de Pilotage ont été informés des activités réalisées de janvier à septembre 2010. Ils ont par ailleurs validé le recrutement d'un chercheur sénior et d'un chercheur junior et discuté de la gestion de la CAPEC, suite à l'élection du Directeur au poste de Président de l'Université de Cocody-Abidjan.

- ii) La CAPEC a accueilli du 17 au 19 mars 2010, une mission de supervision de l'ACBF conduite par Monsieur Claude SINZOGAN, Administrateur de la CAPEC à l'ACBF.

A l'issue de la mission de supervision, cinq recommandations essentielles ont été faites dont le recrutement d'un chercheur senior avant juin 2010 et la mobilisation de la contrepartie ivoirienne du budget.

- iii) La CAPEC et le GPE ont organisé une rencontre avec la Secrétaire Exécutif de l'ACBF et le Directeur des Opérations pour l'Afrique de l'Ouest et Centrale, le 26 mai 2010, en marge des Assemblées annuelles du Groupe de la BAD.

La Secrétaire Exécutif, lors de cette rencontre a présenté les visions de l'ACBF pour les années futures et a échangé avec le personnel de la CAPEC et du GPE présent sur les préoccupations des deux projets.

iv) L'audit de l'exercice clos le 31 décembre 2009 a été réalisé par le Cabinet Audit Intercontinental et le rapport a été envoyé à l'ACBF le 28 juin 2010.

v) Le manuel des procédures administratives financières et comptables de la CAPEC a été révisé pour l'adapter aux contextes actuels du projet.

La CAPEC a accueilli du 15 au 18 septembre 2010 une mission de l'ACBF conduite par M. Ketcha, administrateur des décaissements à l'ACBF pour la clôture de la phase II du projet. La mission a recommandé à la CAPEC de :

- Réconcilier les divers comptes ;
- Préparer et soumettre à l'ACBF une demande de décaissement contenant les dépenses non encore soumises (\$ 94 205,73 et \$ 32 490, 92)
- Rapatrier le solde après réconciliation des comptes.

vi) La CAPEC a accueilli, du 24 au 31 octobre 2010 une mission d'évaluation à mi-parcours conduite par Dr MASSA Coulibaly.

Le rapport de la mission a fait ressortir que la phase III du projet approfondit les contributions de la phase II en particulier en ce qui concerne (i) le déploiement des ressources humaines, (ii) la poursuite du plan de renforcement des capacités dans le pays, (iii) la conduite de travaux de recherche et d'études prioritaires pour le pays, (iv) la diffusion de connaissances par l'organisation de conférences, de séminaires, d'ateliers et de forums de discussion électroniques en encourageant la constitution de réseaux et de partenariats avec d'autres institutions et acteurs et (v) une plus grande dissémination des résultats de recherche.

Le rapport de la mission recommande la poursuite des activités, le maintien de la qualité scientifique des travaux de recherche et le raffermissement du lien fort heureusement établi entre le monde de la recherche et celui de la décision pour le développement.

### **3.2- Recherche de financement**

La Cellule d'Analyse de Politiques Economiques du CIRES a entrepris des démarches auprès des autorités de Côte d'Ivoire pour entrer en possession de la contrepartie ivoirienne du budget. Suite à ces démarches, 100 000 000 FCFA (cent millions de francs CFA) ont été ordonnancés dont 42 millions (quarante deux millions) ont été effectivement viré sur le compte de la CAPEC.

Les démarches continuent pour mobiliser le reste la contrepartie de l'Etat de Côte d'Ivoire.

## **IV- EXECUTION DU BUDGET**

Sur le budget total annuel de 330 464 930 FCFA, 290 656 215 FCFA ( deux cent quatre vingt dix millions six cent cinquante six mille deux cent quinze francs CFA) ont été exécutés en fin juin 2010, soit un pourcentage d'exécution de 87,95% du budget total (cf. détail en annexe)..

**Tableau 2 : Taux d'exécution du budget par rubrique : 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2010:**

Rubriques	Budget 2010	Dépenses du 1 <sup>er</sup> janvier au 31 décembre			Total Dépenses	Ecart budget global	Taux d'exécution (%)
		ACBF	Etat de Côte d'Ivoire	Fonds générés			
1- Activités du programme	102 915 000	25 649 824	11 353 790	47 768 540	84 772 154	18 142 846	82,37
2- Coûts d'équipement	10 600 000		5 692 075		5 692 075	4 907 925	53,70
3.a- Coûts Administratifs	125 288 680	118 796 516	1 014 295		119 810 811	5 477 869	95,63
3.b- Coûts de Fonctionnement	83 661 250	19 815 127	57 743 267	358 982	77 917 376	5 743 874	93,13
5- Fonds Non Alloués	8 000 000	2 463 799			2 463 799	5 536 201	30,80
<b>TOTAL</b>	<b>330 464 930</b>	<b>166 725 266</b>	<b>75 803 427</b>	<b>48 127 522</b>	<b>290 656 215</b>	<b>39 808 715</b>	<b>87,95</b>

[10]

## **ANNEXES : EXECUTION BUDGETAIRE**

## **EXECUTION DU BUDGET du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2010**

### **COMMENTAIRES :**

Exécution du budget 2010 de la CAPEC, au cours de la période du 01/01/2010 au 31/12/2010.

Analyse des rubriques budgétaires ci-dessous désignées :

#### **1) ACTIVITES DU PROGRAMME**

Le budget de la rubrique est de 102 915 000 FCFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 84 772 154 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 82,37%.

L'écart budgétaire est de 18 142 846 FCFA.

Sur huit ateliers de formation programmés, deux n'ont été organisés ainsi que deux séminaires de dissémination.

#### **2) DEPENSES D'EQUIPEMENT**

Le budget de cette rubrique est de 10 600 000 FCFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 5 692 075 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 53,70%.

L'écart budgétaire est de 4 907 925 FCFA.

#### **3) a : COUTS ADMINISTRATIFS**

Le budget de cette rubrique est de 125 288 680 F CFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 119 810 811 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 95,63%.

L'écart budgétaire est de 5 477 869 FCFA.

Il s'explique du fait qu'un Chercheur senior devrait être recruté mais ne l'est pas encore.

#### **b : COUTS DE FONCTIONNEMENT**

Le budget de cette rubrique est de 83 661 250 FCFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois s'élèvent à 77 917 376 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 93,13%.

L'écart budgétaire est de 5 743 874 FCFA.

**4) FONDS NON ALLOUES**

Le budget de cette rubrique est de 8 000 000 FCFA.

Les dépenses effectuées au cours des 12 mois d'exercice s'élèvent à 2 463 799 FCFA.

Soit un pourcentage d'exécution de 30,80%.

L'écart budgétaire est de 5 536 201 FCFA.

**CONCLUSION**

Sur un budget global de **330 464 930 FCFA** couvrant 12 mois d'exercice, **290 656 215 FCFA** ont été exécutés au cours des 12 mois d'exercice.

Le pourcentage d'exécution est de 87,95 %.

L'écart budgétaire est de 39 808 715 FCFA.

Le pourcentage d'exécution aurait pu être plus élevé si l'ACBF avait validé le programme d'activités 2010 plus tôt et si les deux ateliers de formation et les séminaires de dissémination avaient été organisés.

(Voir ci-joint le tableau d'exécution provisoire)